

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/12

9 décembre 1996

(96-5183)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

BANGLADESH

Déclaration de S.E. M. Ahmed Tofael
Ministre du commerce et de l'industrie

Je suis très heureux de participer à la première Conférence ministérielle des Membres de l'OMC ici à Singapour, magnifique cité moderne qui fait la fierté de notre région. Au nom de ma délégation, je voudrais remercier le Président de la Conférence, Son Excellence M. Teo Cheow Tong, Ministre du commerce et de l'industrie de la République de Singapour, ainsi que son gouvernement, pour l'excellente organisation de cette rencontre et pour l'accueil chaleureux qui nous est réservé. Cette Conférence marquera une étape décisive dans l'action que nous menons pour parvenir à une économie intégrée, totalement mondialisée, en nous fondant sur notre programme commun à l'Organisation mondiale du commerce.

Il va sans dire qu'il existe un lien direct entre commerce et développement. Les questions liées au commerce et au développement doivent être traitées comme un tout. Cette Conférence montre bien que nous avons compris cela.

Le succès du nouvel arrangement commercial, dans lequel on a vu un tremplin pour la croissance, dépend du soutien des pays développés et des pays en développement. Malgré la crainte plus ou moins vive que la libéralisation se traduise par une poussée massive de leurs importations, les PMA ont adhéré au processus, poussés principalement par l'espoir d'un avenir meilleur.

Le Cycle d'Uruguay a pris fin une fois que les pays en développement eurent reçu l'assurance qu'ils recevraient une compensation au cas où leur économie subirait au départ des conséquences négatives. Les PMA n'ont pas profité des avantages promis que l'on présumait inhérents au Cycle d'Uruguay.

Le Cycle d'Uruguay pose de grandes difficultés aux PMA tout en leur offrant des possibilités. Le régime de préférences sera progressivement éliminé, mais les contraintes affectant l'offre continueront à limiter la base de leurs exportations. Les obligations qui leur incombent au titre de l'Accord du Cycle d'Uruguay, y compris celles qui ont trait aux réductions tarifaires, ne feraient qu'alourdir leur fardeau, à moins que les échanges commerciaux internationaux ne leur apportent des compensations.

Récemment encore, l'APD et les prêts consentis à des conditions favorables par les institutions financières multilatérales représentaient une large part des flux d'investissement étranger dont les PMA bénéficiaient. Mais à l'heure actuelle, les dons d'APD sont moindres et l'aide est assortie de conditions plus strictes. Par conséquent, une crise de confiance risque de se faire jour dans de nombreux pays Membres.

Nous nous inquiétons du fait qu'au début des années 90 la part des PMA dans les exportations et les importations mondiales s'est contractée à nouveau, de 50 pour cent et de 30 pour cent, respectivement, alors qu'elle était déjà très faible - de 0,6 et 1 pour cent. Le ratio des exportations

des PMA à leur PIB est tombé également, de 17 à 14 pour cent, ce qui montre que ces pays continuent d'être marginalisés dans le commerce international.

Récemment, moins de 1 pour cent de l'investissement étranger direct était destiné aux 48 PMA, dont mon pays. Par conséquent, il n'est pas acceptable de considérer que l'investissement étranger direct peut remplacer l'APD. La question mérite qu'on s'y attarde. Je crains que les tentatives faites pour orienter l'investissement étranger direct en incitant les pays d'accueil à modifier leur législation concernant la fiscalité, les normes de travail et les sociétés, entre autres, ne soient un échec et marginalisent davantage les PMA.

L'encours total de la dette des PMA a été estimé à 127 milliards de dollars EU en 1994, ce qui n'est absolument pas tolérable. Un allègement significatif du fardeau de la dette de ces pays exige donc des mesures rapides et courageuses, y compris l'annulation totale de la dette de tous les PMA.

Les pays en développement continuent à souffrir des contraintes affectant l'offre et des obstacles à l'accès aux marchés. Des actions complémentaires d'ordre financier et technique, de la part des partenaires commerciaux développés, sont nécessaires pour atténuer ces contraintes au niveau de l'offre et assurer la diversification de leurs activités et leur compétitivité.

Un plan d'action global est préconisé qui devra:

- a) prévoir une prise en compte appropriée des intérêts des PMA à l'OMC;
- b) garantir l'accès aux marchés en offrant l'entrée en franchise de droits, sans contingents, et en supprimant tous les obstacles non tarifaires;
- c) prévoir une assistance technique pour permettre aux PMA de respecter leurs obligations;
- d) comprendre un programme spécifique visant à mettre en oeuvre les mesures spéciales et différenciées en faveur des PMA, y compris les engagements contenus dans la Déclaration de Marrakech en matière de flux d'aide et de mesures compensatoires, et la Décision ministérielle sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays importateurs nets de produits alimentaires;
- e) prendre en compte la proposition concernant un filet de sécurité présentée par les PMA au cours de l'examen à mi-parcours; et
- f) prévoir un examen des règles d'origine complexes qui font qu'il nous est difficile d'accéder aux marchés développés.

Le Bangladesh est un pays immense, qui compte 120 millions de personnes, mais dont les capacités sont cependant largement sous-utilisées. Dans un marché aussi fréquenté, les échanges, une fois amorcés, ne peuvent qu'être très intenses, tant par leur vitesse que par leur volume. Le gouvernement bangladais, sous la conduite énergique du Premier Ministre, Cheikh Hasina, qui a pris ses fonctions en juin 1996, n'a ménagé aucun effort pour rééquilibrer les institutions en vue d'assurer une bonne gestion des affaires publiques en garantissant la primauté du droit et la stabilité sociale.

L'allègement de la pauvreté et la mise en valeur des ressources humaines restent notre objectif prioritaire. Les lois et les règles relatives au commerce sont assouplies, souvent même abrogées et complètement remaniées, pour permettre aux forces du marché de s'exercer librement. Le vaste secteur public perd de son importance du fait de la privatisation et des coups de frein donnés à l'investissement

dans les entreprises d'Etat non rentables. Même des secteurs comme l'énergie et les routes sont désormais ouverts à l'investissement étranger.

Les sept pays de notre région ont créé l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR).¹ Nous sommes récemment convenus de faire porter nos efforts sur l'établissement de la Zone de libre-échange de l'Asie du Sud (SAFTA). Notre région souhaite ardemment qu'un changement intervienne en faveur d'un partenariat plus ouvert et mutuellement bénéfique entre nos peuples. Cela va dans le sens du processus d'intégration mondiale, lequel, nous en sommes convaincus, est désormais irréversible.

Le moment est venu de faire une pause et de réfléchir aux résultats de la mondialisation. Nous sommes nombreux à avoir des doutes quant à l'utilité d'examiner à ce stade de nouvelles questions.

Je suis convaincu qu'une réunion comme celle-ci ne peut qu'aboutir à l'adoption de mesures nous assurant à tous un avenir meilleur. A de nombreuses reprises, en Uruguay, à Paris, à Lyon, à Marrakech, etc., alors que les perspectives de règlement semblaient bien sombres, le côté noble de l'humanité a prévalu, grâce au fond de bonne volonté qui existe entre les nations. C'est pourquoi j'espère que nos efforts conjugués se traduiront par un développement accru, auquel chacun de nous pourra participer plus largement et plus équitablement.

¹Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka.